

## COLUMN

# Improving Financial Literacy with Dedicated Education Campaigns

LE CERCLE/POINT DE VUE - French citizens preparing for retirement have a lot that is saved away, but that is poorly managed. To assist them with their investment decisions, EDHEC professor Lionel Martellini recommends the creation of a public agency.

Published on 30 / 03 at 10:00 a.m.

The pension system in France is currently at breaking point. The combination of increased life expectancy and a downward trend in birth rates has led to a rapid increase in the dependency ratio (defined as the number of dependents in a population divided by the number of working age people) from 24.5% in 1975 to 33.3% in 2015, and it is expected to surpass 52% in 2050. Additionally, the unfavourable economic climate, marked by low growth and high unemployment, implies a limited capacity for national solidarity to cover the pensions of future generations.

With a weakened pay-as-you-go system and complementary occupational schemes that are still in their infancy, the French are gradually becoming aware that they will have to supplement their pensions with individual savings, in order to maintain acceptable levels of replacement income in retirement. Yet, with an average annual rate of 8.89%, the savings rate of the French is relatively high, but misdirected. The total outstanding amount of retirement savings products (PERP, Perco) amounts to just over €220 billion, compared to €1,700 billion for life insurance, and €400 billion for short-term money market products!

The retirement savings component of the Pacte law therefore offers a real opportunity to re-direct French savings, in the interests of both French citizens and companies, provided that a major hurdle is overcome: that of education. We cannot encourage the development of long-term savings habits among the French without first making them aware of the benefits of doing so and supporting them in their investment decisions.

## Awareness campaign

Given this context, it would be particularly appropriate to consider the creation of a public financial health agency, based on the model of the French public health service. While physical health is naturally the primary concern of French pensioners, their financial health is a close second.

Why not launch a major campaign to raise awareness among the French public? This would involve reworking slogans so strongly embedded in our minds that they have become true reflexes in terms of healthy living. Hence the famous notion of "Move Regularly and Eat Healthily" would become a "Contribute Regularly and Invest

Healthily". Similarly, the variations of the "Eat healthily", which include "Eat at least 5 fruits and vegetables a day" and "Avoid eating food that contains excessive levels of fat, sugar and salt", could become "Invest in at least 5 different products and asset classes" and "Avoid investment products that contain excessive fees, risk and levels of complexity".

## **Financial literacy courses**

Beyond a necessary awareness campaign to be carried out by the public authorities, there is an educational duty that falls to many private and institutional players; the first of all being school. It is time for financial literacy to be incorporated into the national curriculum, in the same way that sex education courses were usefully included as part of the major civic education programme. Being a fully engaged and integrated citizen in society effectively requires one to make informed financial decisions, be it in terms of mortgage decisions or investment decisions.

It is also a major challenge for French universities and *grandes écoles*, which can pride themselves on being world leaders in financial research and education. They must be called upon to play a real role in civic education by putting their knowledge at the service of the community through, for example, the organisation of conferences or training programmes accessible to the general public.

It is also a real challenge for companies, in the spirit of good corporate citizenship, where it is their duty to help their employees prepare for retirement as effectively as possible, and also obviously for financial intermediaries for whom the 'education' is still too focused on promoting the product of the moment.

In the absence of an ambitious vision of the challenges of financial literacy, it is difficult to be optimistic about the impact of measures aimed at reconciling the French population with finance. It is a national emergency. Salvation in this matter, as with so many others, will be achieved through education, which remains the surest possible vehicle for individual and collective intelligence.

***Lionel Martellini*** is Director of EDHEC-Risk Institute, an academic think tank in the domain of investment solutions. He is also Professor of Finance at EDHEC Business School.

# Eduquons les Français à la finance !

LE CERCLE/POINT DE VUE - Les Français préparant leur retraite possèdent beaucoup d'épargne, mais celle-ci est mal orientée. Pour les accompagner dans leurs arbitrages, le professeur à l'Edhec Lionel Martellini préconise la création d'une agence publique.



Publié le 30/03 à 10h00

Le système des retraites en France est aujourd'hui au bord de la rupture. L'augmentation de la durée de vie combinée à une baisse tendancielle du taux de natalité aboutit à un accroissement rapide du ratio de dépendance, passé de 24,5 % en 1975 à 33,3 % en 2015 et programmé pour dépasser les 52 % en 2050. De surcroît, le contexte économique défavorable, marqué par une croissance faible et un taux de chômage élevé, implique une capacité limitée pour la solidarité nationale à couvrir les retraites des générations futures.

Avec un système par répartition fragilisé, et des régimes professionnels complémentaires encore peu développés, les Français prennent progressivement conscience qu'ils devront nécessairement compléter leur retraite par de l'épargne individuelle, afin de maintenir des taux de remplacement acceptables. Or, avec un taux moyen annuel de 8,89 %, la quantité d'épargne des Français est relativement élevée, mais mal orientée. L'encours total des produits d'épargne retraite (PERP, Perco) représente à peine plus de 220 milliards d'euros, contre 1.700 milliards pour l'assurance-vie et 400 milliards pour les livrets réglementés !

Le volet épargne retraite de la loi Pacte offre donc une réelle opportunité de réorienter l'épargne des Français, dans l'intérêt de ceux-ci comme dans celui des entreprises, à condition de relever un défi majeur : celui de l'éducation. On ne peut

pas favoriser le développement d'une épargne long terme chez les Français sans, au préalable, les sensibiliser à ses bienfaits et les accompagner dans leurs arbitrages.

## **Campagne de sensibilisation**

Dans ce contexte, il serait particulièrement opportun d'envisager la création d'une agence publique de la santé financière, bâtie sur le modèle de Santé publique France. Si la santé physique est naturellement le premier souci des retraités français, leur santé financière est leur deuxième préoccupation.

Pourquoi ne pas lancer une grande campagne de sensibilisation des Français ? Celle-ci reprendrait, en les détournant, les slogans si fortement imprégnés dans nos esprits qu'ils sont devenus de véritables réflexes en matière d'hygiène de vie. Ainsi le fameux « Bougez régulièrement et mangez sainement » deviendrait un « Contribuez régulièrement et investissez sainement ». De même, les déclinaisons du « Mangez sainement » que sont « Mangez au moins 5 fruits et légumes par jour » et « Evitez de manger trop gras, trop sucré, trop salé » pourraient se traduire par « Investissez dans au moins 5 produits et classes d'actifs » et « Evitez les produits d'investissement trop chargés, trop risqués ou trop sécurisés ».

## **Des cours d'éducation financière**

Au-delà d'une nécessaire campagne de sensibilisation par les pouvoirs publics, il existe un devoir d'éducation qui incombe à de nombreux acteurs privés et institutionnels. En première ligne, l'école. Il revient à l'éducation nationale d'introduire dans les programmes des cours d'éducation financière, comme elle a utilement inclus des cours d'éducation sexuelle dans le cadre du grand programme d'éducation civique. En effet, être un citoyen pleinement engagé et inséré dans la société suppose la prise de décisions financières éclairées, que ce soit en termes d'emprunt immobilier ou de placements financiers.

Il s'agit aussi d'un enjeu majeur pour les universités et les grandes écoles françaises, dont nous pouvons nous enorgueillir qu'elles occupent les premières places mondiales en matière de recherche et d'éducation en finance. Elles doivent être appelées à jouer un véritable rôle d'éducation citoyenne en mettant leur savoir au service de la collectivité via, par exemple, l'organisation de conférences ou de programmes de formation ouverts au grand public.

## **Pourquoi les Français épargnent toujours plus**

Il s'agit également d'un véritable défi pour les entreprises, dans une vision citoyenne, où il est de leur devoir d'aider leurs salariés à se préparer le plus efficacement possible à la retraite, et aussi évidemment pour les intermédiaires financiers dont la pédagogie reste encore trop centrée sur la promotion du produit du moment.

En l'absence d'une vision ambitieuse des enjeux d'éducation financière, il est difficile d'être optimiste en ce qui concerne l'impact de mesures visant à réconcilier les Français avec la finance. Il s'agit ici d'une urgence nationale. Sur ce sujet comme sur de nombreux autres, le salut passera par l'éducation, qui reste le plus sûr vecteur possible d'intelligence individuelle et collective.

***Lionel Martellini** est directeur de l'Edhec Risk Institute, un groupe de réflexion universitaire dans le domaine des solutions d'investissement. Il est aussi professeur de finance à l'Edhec Business School.*

**Tous droits réservés - Les Echos 2019**